

## Renforcer nos municipalités

La plus grande partie des infrastructures urbaines du Canada doivent être remises à niveau ou remplacées. Les gouvernements fédéral et provinciaux abandonnent leurs responsabilités dans ce domaine sur le dos des municipalités depuis des années, sans leur accorder un financement nouveau ou plus important qui les aiderait à offrir des services publics de qualité ou à améliorer les infrastructures.

Plutôt que d'accorder du financement, le gouvernement Harper a saisi l'occasion pour favoriser les partenariats public-privé (PPP). Un PPP est conclu lorsqu'une institution publique (comme un hôpital ou une école) accepte de payer une entreprise privée pour qu'elle finance, gère et assure les services qui devraient normalement être offerts par le secteur public. Le Fonds Chantiers Canada des conservateurs exige que les projets importants soient étudiés avec un filtre PPP, ce qui veut dire que les municipalités doivent étudier en profondeur la possibilité de recourir à un PPP. Mais les PPP sont plus dispendieux, bloquent la reddition de comptes et empêchent tout contrôle local.

### Ce que nous voulons

- Un financement stable à long terme pour les municipalités pour qu'elles puissent investir dans des infrastructures et des services publics de qualité.
- Le financement actuel devrait être rendu permanent et indexé au taux d'inflation.
- Une augmentation de la TPS à 6 % redirigée vers les municipalités pour

qu'elles soient en mesure d'investir dans les infrastructures publiques.

- Les conseils municipaux devraient avoir l'autorité et la flexibilité nécessaires pour donner l'exemple en matière de protection de l'environnement. Les PPP limitent le contrôle public.
- Du financement pour le transport en commun, la modernisation d'immeubles afin de les rendre verts, la revitalisation des zones désaffectées et des usines de traitement de l'eau.

### Pressions en faveur de la privatisation

- Les contribuables perçoivent les PPP comme un très mauvais investissement. Le retour sur l'investissement dans les infrastructures va alors directement dans les profits des entreprises privées plutôt que d'être réinvesti dans les services publics. Pendant ce temps, ce sont les municipalités qui devront payer la facture pendant les décennies à venir, parce qu'elles auront perdu le contrôle sur leurs actifs et sur les services.
- Le gouvernement libéral précédent utilisait aussi l'argent destiné aux infrastructures pour faire la promotion de la privatisation. Avec le gouvernement Harper, les choses ont empiré. Tout l'argent disponible pour les infrastructures dans le budget de 2007 était exclusivement destiné au bureau des PPP.

SEPB491



**ÉLECTIONS FÉDÉRALES 2008**

**SCFP**

Toutes nos dernières nouvelles et analyses au [scfp.ca/elections](http://scfp.ca/elections)